

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0419 du 14 au 20 août 2023

Magazine

COUP D'ÉTAT AU NIGER

www.firstafrique.tv.bj - Actualités - Siret: 52824976600023 CMA-FRANCE



**LE BÉNIN AFFIRME
SA POSITION**



LE BÉNIN AFFIRME SA POSITION

Le Bénin est entièrement aligné sur la position de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédeao) sur le Coup d'État au Niger. Le gouvernement a tenu à mettre les pendules à l'heure face aux commentaires et spéculations qui fusent de partout depuis le putsch du 26 juillet 2023.

D'emblée, l'exécutif béninois a rappelé qu'en démocratie, le mode d'expression politique des populations reste et demeure le bulletin de vote à travers les élections. C'est au bout de ce processus que les dirigeants sont choisis par leurs peuples. « **On élit le président de la République, les députés, les maires, les chefs quartiers, etc...** », a indiqué la Direction de la communication de la présidence béninoise. Le gouvernement reconnaît que les difficultés voire des crises peuvent surgir dans la gestion des affaires publiques. Cependant, elles ne sauraient se régler par la force. « **En démocratie, les différends se règlent par les voies républicaines et non par**

la force ou la remise en cause du processus ».

Pour l'exécutif, il est inadmissible que pour une raison ou une autre, des militaires, « **parce qu'ils ont des armes** », interviennent pour mettre fin au processus démocratique.

RÉTABLIR L'ORDRE CONSTITUTIONNEL AU NIGER

Le Bénin est pleinement engagé dans les différentes décisions souveraines de la Cédeao prises sur la situation politique au Niger lors des deux précédents sommets extraordinaires.

Pour le Bénin, il est hors de question de laisser l'anarchie s'installer au point de déstabiliser la sous-région entière. C'est pourquoi le pays ne compte pas se laisser faire afin d'éviter « **un cycle vicieux d'éternellement recommen-**

cement » sans jamais réussir à améliorer les conditions de vie des populations.

Si la Cédeao était obligée d'intervenir militairement, il ne s'agirait pas d'engager une guerre contre le peuple nigérien, mais juste d'une action ponctuelle en vue de restaurer la démocratie et la souveraineté du pays, a fait savoir le gouvernement.

LES RAISONS DE L'ENGAGEMENT DU BÉNIN

Pays membre de la Communauté ouest-africaine, le Bénin a intérêt à ce que la stabilité règne au Niger, a indiqué le gouvernement.

C'est pourquoi le pays s'implique autant, a-t-il justifié. « **Si le Niger devient aussi insé- cure que d'autres pays du Sahel, l'insécurité grandirait plus et le Bénin sera obligés de**

consacrer encore plus de ressources pour y faire face. Lesquelles ressources sont nécessaires pour l'amélioration des conditions de vie des populations, la mise en œuvre des projets du PAG » a clarifié l'exécutif. De ce fait, l'engagement du Bénin n'est pas démesuré.

LA CÉDEAO N'EST PAS À LA SOLDE DE LA FRANCE

La Cédeao n'est pas composée que de pays francophones, anciennement colonisés par la France, a souligné le gouvernement démontrant que des pays comme le Nigeria et le Ghana en sont membres. « **Juger que c'est infantiliser nos pays que de penser que la France leur dicte ou impose ce qu'ils doivent faire** ».

Jacob Y./La rédaction



HANDICAP INTERNATIONAL FAIT DON DE MATÉRIELS À LA DEC



L'ONG «Handicap International» Bénin a procédé le 9 août 2023 à la remise d'un lot de matériels à la Direction des examens et concours (DEC). Ce dont entre dans le cadre du partenariat entre ladite ONG et la DEC.

Le matériel mis à disposition de la Direction des examens et concours va rendre plus aisé la transcription des différentes épreuves en braille aux examens et concours.

Cet appui s'inscrit dans le cadre du projet édu-

cation inclusive formation professionnelle mise en œuvre par Handicap International Bénin avec le financement de l'Agence française de développement (AFD), a fait savoir le chef projet éducation inclusive, Souande Inoussa.

Ledit projet intervient dans le cadre de la convention pluriannuelle de partenariat phase 2 de l'AFD. Il a pour objectif principal d'améliorer l'accès et la qualité des enseignements, apprentissages inclusifs pour les filles et garçons handicapés. A travers ce

don, Handicap International Bénin entend renforcer son partenariat avec la Direction des examens et concours.

D'un coût global de 6 millions 964 mille 500 FCFA, le lot est constitué de plusieurs équipements. Il s'agit entre autres d'un ordinateur portable d'une valeur de 360 mille FCFA, une imprimante de 4 millions 244 milles, un logiciel Omni de 150.000 FCFA, un logiciel DBT de 500.000 FCFA un logiciel Microsoft 365 pour entreprise avec un abonnement de 31 mois d'un

coup de 403000 FCFA. Des papiers braille d'une valeur de 887500 FCFA.

Le besoin était réel et ne date pas d'aujourd'hui, a laissé entendre le Directeur des examens et concours Victor Adohinzin. Mais cela relève désormais du passé s'est-il réjoui. **« Handicap international Bénin est venu comme un messie pour la DEC surtout dans son service confidentiel »**, a-t-il déclaré. Il a promis que l'administration de la DEC fera un très bon usage de ce matériel. La satisfaction est sans appel chez le personnel

HANDICAP INTERNATIONAL FAIT DON DE MATÉRIELS À LA DEC

de la DEC, car ce matériel vient pourvoir à un besoin criant. **«Le pack de transcription de noir en braille et de braille en noir est un outil qui était très attendu»**, a laissé entendre le Chef service du confidentiel de la DEC, Esta Idohou Obale. L'arrivée de ce pack marque ainsi une révolution dans la méthode de travail du service du confidentiel. **«Ce que nous avons reçu dépasse notre entendement»**, a ajouté Esta Idohou Obale expliquant que le service quitte désormais la méthode traditionnelle pour un système plus moderne. **«Ce matériel nous a toujours manqué et nous ne l'avons jamais eu»** a renchéri François Houedo, Chef service des Tests, examens et concours à la Direction des examens et concours.

Grâce cet appui de Handicap International Bénin, les opérations qui étaient jusque-là faites de façon traditionnelle se feront désormais avec des outils modernes.



LA CEDEAO ACTIVE SA FORCE EN ATTENTE

Les dirigeants ouest-africains continuent d'accroître la pression sur les putschistes au Niger. Non seulement ils ont décidé d'accroître les sanctions le 10 août dernier. Aussi, ont-ils ordonné l'activation de la force en attente de la CEDEAO qui doit restaurer l'ordre constitutionnel à Niamey.

L'ultimatum a expiré et aucun rapprochement ne se dessine pour le moment entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest et les putschistes nigériens. Réunis à nouveau en sommet extraordinaire jeudi 10 août 2023, les chefs d'Etats des pays membres ont décidé de mettre plus de pression sur les militaires au pouvoir à Niamey après

l'échec des tentatives pour les faire reculer.

À terme de cette rencontre, l'organisation sous régionale a réitéré son engagement continu en faveur du rétablissement de l'ordre constitutionnel par des moyens pacifiques. Mais elle a parallèlement à cette volonté enjoint le Comité des chefs d'état-major des armées d'activer immédiatement la Force en attente de la Cédéao avec tous ses éléments ; ordonner le déploiement de la Force en attente en République du Niger.

Ce sommet déroulé sous l'égide du président nigérian, Présidant en exercice de la Cédéao Bola Tinubu, fait suite à celui du 30 juillet 2023 à Abuja. Celui-ci avait été sanctionné par la prise des mesures fortes contre le Niger. Par-

mi celles-ci figurait un ultimatum de sept jours, mais qui n'avait pas été pris en considération par la junte. Et pour la Cédéao, tous les efforts diplomatiques déployés pour résoudre la crise ont été repoussés par les dirigeants militaires.

De ce fait, la Cédéao tient à poursuivre l'application de toutes les mesures, notamment « *la fermeture des frontières, l'interdiction stricte de voyager et le gel des avoirs de toutes les personnes ou groupes d'individus, dont les actions entravent tous les efforts pacifiques visant à assurer le rétablissement complet et sans heurts de l'ordre constitutionnel* ».

Aussi, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest a mis en garde les soutiens des putschistes.

Même si la Communauté ouest-africaine affichée sa détermination sur une intervention militaire, aucun calendrier n'a encore été fixé pour l'heure. Les chefs d'état-major des armées de l'organisation ont déjà défini un cadre pour une éventuelle intervention.

Mais le dialogue est toujours privilégié au détriment de la force. Aussi, la Cédéao ne peut pas déployer ses forces sans l'aval «NORMATIF» de l'Union africaine et des Nations Unies.

Même si le président de la Commission de l'Union africaine a exprimé sa solidarité avec décisions de l'organisation sous régionale.

Jacob Y./La rédaction





FIRST AFRIQUE

First Afrique Magazine

Directeur de Publication :

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef :

Jacob YANTCHA

Secrétaire de rédaction :

Séverin Adéwalé,

Rédaction :

Wilfrid Kintossou

Aubierge Padonou

Jacob Yantcha,

Kévine Segbo

Mardochee Gounou.

Montage : FIRST AFRIQUE

FIRST AFRIQUE

Directeur Général

Wilfrid KINTOSSOU

Assistant

Duc Martin Kintossou

www.firstafrique.tv.bj

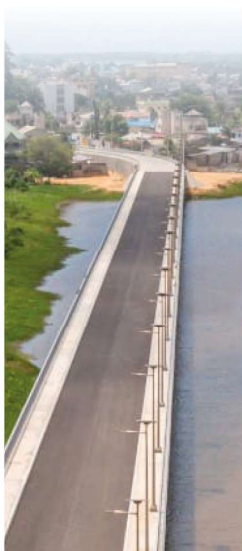


GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
DU BÉNIN



5^{ème} RECENSEMENT GÉNÉRAL
DE LA POPULATION ET DE
L'HABITATION DU BÉNIN (RGPH5)

LE RGPH5 POUR UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE ÉQUILIBRÉ



UN NOUVEAU CODE MINIER ADOPTÉ PAR LE CNT



Le Mali dispose d'un nouveau Code minier depuis le 8 août 2023. Il a été adopté par le Conseil national de transition qui tient actuellement lieu d'organe législatif à Bamako.

C'est à l'unanimité des députés réunis en séance plénière que cette nouvelle loi a été votée. Elle confère des avantages à l'État malien puisqu'elle permettra désormais de générer des revenus

annuels supplémentaires d'au moins 500 milliards de francs CFA.

Au nombre des nouvelles dispositions, l'État pourra désormais détenir jusqu'à 30 % d'intérêts dans les projets miniers, contrairement au Code de 2019 qui limitait à 20 %.

La nouvelle loi maintient la participation gratuite du gouvernement à 10 %, mais permet en effet à l'exé-

cutif d'acquiescer 20 % d'intérêts supplémentaires dans les deux ans suivant l'entrée en production commerciale des mines.

Le texte prévoit que les acteurs privés maliens pourront obtenir 5 % d'intérêts dans les mines, soit une participation totale de 35 % pour le Mali.

Des nouvelles dispositions qui devraient permettre de porter la contribution des Mines

à 20 % du produit intérieur brut (PIB), contre 9 % actuellement. L'autre innovation est la suppression des exonérations sur le carburant octroyées au minier pendant l'exploitation. Elles ne seront maintenues que durant les années de prospection.

Pendant ce temps, les miniers ont l'obligation de contribuer à hauteur de 0,75% de leur chiffre d'affaires trimestriel à un fonds

UN NOUVEAU CODE MINIER ADOPTÉ PAR LE CNT

minier pour le développement local. La nouvelle loi relative au contenu local dans le secteur minier est en faveur de l'emploi des locaux à des postes de direction et favorisera le transfert de compétences et de technologies.

L'or est le principal produit exploité dans le

secteur minier au Mali.

C'est pourquoi depuis leur arrivée au pouvoir, les nouvelles autorités se sont engagées pour que l'activité minière contribue plus que jamais à l'essor économique et social du pays. C'est fort de cette ambition qu'un audit a été comman-

di-té en 2022.

À l'issue celui-ci, le gouvernement malien avait décidé de suspendre l'octroi de nouveaux titres miniers en novembre 2022. Une suspension qui n'est d'ailleurs pas encore levée jusqu'à l'adoption de ce nouveau Code minier. Ceci en vue d'accroître la

contribution du secteur à l'économie, en doublant notamment son apport au PIB.

Pour rappel, les recettes publiques générées en 2022 grâce à l'or ont atteint un record à 763,7 milliards de francs CFA.

Jacob Y./La rédaction



UN MILLION DE TONNES DE RIZ PADDY D'ICI 2025 PAR LE PÔLE



Le gouvernement du Bénin, à travers le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, veut produire d'ici 2025, un million de tonnes de riz paddy (non décortiqué).

L'Agence territoriale de développement agricole du pôle 1 (ATDA 1), en charge de la promotion de cette filière, œuvre pour l'atteinte de cet objectif.

L'ambition est sans

équivoque : produire suffisamment du riz pour garantir la sécurité alimentaire, améliorer les revenus des acteurs de tous les maillons de la filière, assurer le bien-être social et impacter le Produit National Brut et l'économie nationale.

Le pôle 1, regroupant les communes de Malanville et de Karimama, produit 40% du riz au Bénin et coordonne la mise en œuvre du Programme Riz sur le

territoire national.

Depuis le lancement de ce Programme, la filière riz au Bénin a connu un développement rapide, passant de la production de 363.000 tonnes en 2018 à 531.000 tonnes en 2022.

Pour autant, le Bénin reste déficitaire. Mieux, le riz produit au Bénin n'est pas systématiquement transformé sur place, par manque d'unité de transformation. Le

déficit de riz blanc est comblé par les importations. Alors, le Gouvernement du Bénin veut inverser cette tendance en amenant les producteurs à emblaver, d'ici 2025, 215.000 hectares de riz, soit 57% du potentiel des 375.000 hectares disponibles. Il s'agit aussi d'aider à accroître le rendement moyen de 3,5 à 5,5 tonnes à l'hectare, contre un potentiel de 10 tonnes à l'hectare. Ceci pour atteindre le million de tonnes à

UN MILLION DE TONNES DE RIZ PADDY D'ICI 2025 PAR LE PÔLE

l'horizon 2025.

Pour y parvenir, le pôle 1 mène des actions combinées comme l'amélioration de la disponibilité en intrants par l'aménagement des terres rizicoles ; la subvention aux producteurs des semences améliorées ; l'accès aux engrais ; le renforcement de l'accès aux équipements et infrastructures modernes de production à savoir des repiqueuses, des moissonneuses, des batteuses et vanneuses ; l'aménagement des terres rizicoles et l'amélioration de la maîtrise de l'eau.

Le pôle 1 assure le renforcement des capacités et techniques de production et du personnel d'encadrement par le conseil agricole ; le renforcement des capacités de transformation par la mise en place d'équipements performants puis la mise en place du financement agricole pour entamer les campagnes agricoles et campagne de transformation du riz paddy.

Le jeudi 10 août 2023, à son siège à Malanville, l'ATDA 1, a doté les producteurs de riz de Karimama de 20 mini moissonneuses,

15 repiqueuses manuelles et de 2 repiqueuses motorisées ; et les producteurs de Malanville de 50 mini moissonneuses, 40 repiqueuses manuelles et 4 repiqueuses motorisées, le tout d'une valeur de 50 millions FCFA.

Pour le volet maraîchage dont il a aussi la charge, le pôle 1 a offert à 14 coopératives de producteurs, des semences des cultures maraîchères d'une valeur de 18.327.000 FCFA.

Monsieur Adamou AROUNA, représentant des maires de Malanville et Kari-

mama, s'est réjoui de ce que le Gouvernement a promptement répondu aux doléances des producteurs. « Il revient à présent aux producteurs de jouer leur partition pour l'atteinte du million de tonnes de production du riz paddy d'ici 2025 », a-t-il dit.

Monsieur Cabo SEIDOU, au nom des producteurs, a rassuré le Gouvernement qu'il ne sera pas déçu de leur engagement à l'accompagner à réaliser cette ambition.

La rédaction



DÉMARRAGE IMMINENT À COTONOU



Le Bénin abrite la 50ème édition du 08 au 17 septembre 2023 sur l'Esplanade de l'Amazone à Cotonou.

Les différents comités en charge de l'organisation s'activent pour offrir une très bonne compétition au monde entier.

La capitale économique du Bénin, sera l'attraction de tous les pétanqueurs du monde du 08 au 17 septembre 2023. Et ce, selon le calendrier de la Fédération interna-

tionale de pétanque et de jeu pro-vençal (FIPJP). Les mondiaux en tête à tête, en doublettes, en triplettes, en mixtes et en tirs de précision se dérouleront sur l'Esplanade de l'Amazone (boulodrome) avec des joueurs talentueux venus de plus d'une quarantaine de pays.

Le Ministère des Sports du Bénin, en collaboration avec la Fédération béninoise de pétanque, et l'appui de la Fédération Internationale de Pétanque et de jeu

Provençal, met tout en œuvre pour faire de cette 50ème édition un moment inoubliable.

Les passionnés du crépitement des boules auront l'opportunité d'assister à des rencontres de haut niveau. Ce championnat mondial constitue une occasion pour le Bénin de démontrer à nouveau à l'Afrique et au reste du monde son savoir-faire tant sur le plan sportif qu'organisationnel.

Pour rappel, l'équipe

Béninoise de sport-boules est vice-championne du monde. De plus, l'organisation de cet événement témoigne de la capacité du pays à accueillir des compétitions internationales de grande envergure.

Les boulistes du monde entier fouleront le sol béninois courant le début du mois de septembre 2023.

Séverin A./La Rédaction

DÉSORMAIS, COMMANDEZ VOS MEUBLES EN GROS EN TURQUIE ET **PAYEZ EN FCFA**

Profitez vite de cette offre qui vous épargne
les difficultés de voyage !

 www.karakata.biz

OPPORTUNITÉ
POUR LES
GROSSISTES



Des choses à nous dire ? Un
message particulier à
passer ? Une situation à
dénoncer ? Nous sommes à
l'écoute et nous voulons
vous entendre.

TOURNÉE DE REMERCIEMENTS, DE LA DÉPUTÉE TOSSOU



La députée à l'Assemblée nationale, Gladys Tossou Lokossou vient d'entamer une tournée de remerciements, de reddition de compte dans la commune de Houéyogbé.

L'entame de ces activités politiques eu lieu le 12 août 2023 dans l'arrondissement de Sè.

C'est dans une salle archicomble d'Oya de l'hôtel Pôle-Nord de Sè que l'honorable à l'assemblée nationale Gladys Tossou Lokossou et

des centaines de militants du parti l'Union Progressiste le Renouveau se sont donnés rendez-vous samedi 12 août.

L'objectif est clair : remercier les uns et les autres pour l'avoir porté jusqu'à la 9e législature, rendre compte des activités effectuées courant le premier tri-mestre de son mandant et remobiliser à nouveau la troupe pour les échéances à venir.

Pari gagné pour l'élue

du peuple dans la 18e circonscription électorale, car son appel a été entendu à juste titre.

D'entrée de jeu, les militants venus nombreux présents ont clamé leur fierté de se voir représenter à l'assemblée nationale par l'honorable Gladys Tossou Lokossou.

Parmi ceux-ci, la représentante des femmes du parti l'Union Progressiste le Renouveau dans la commune de Houéyogbé Amélé Sossou. Elle a fait savoir : « **Quand**

nous la voyons parmi les hautes personnalités du pays, c'était vraiment une joie pour nous les femmes de la commune de Houéyogbé, nous allons la demander de continuer son travail ainsi. Nous sommes derrière elle à tout moment et nous allons effectivement maintenir le cap ».

Même son de cloche du côté du représentant des jeunes de l'UP Le Renouveau qui a profité pour formuler des doléances à l'endroit de la parle-

TOURNÉE DE REMERCIEMENTS, DE LA DÉPUTÉ TOSSOU

mentaire. Selon Valentin Houngue, la jeunesse peut espérer de beaux jours devant elle grâce à l'honorable Gladys Tossou Lokossou à qui elle a d'ailleurs confié une mission. **« Cette mission consiste spécialement non seulement à mettre en place un répertoire des compétences des militants du parti mais de faire recenser parmi les cadres de la localité et d'ailleurs des personnes susceptibles de trouver des opportunités qui pourraient profiter à notre base. Certes le député ne crée pas d'emploi dit-on très souvent. Mais il est au carrefour de plusieurs opportunités**

d'affaires, de travail, d'entrepreneuriat à exploiter », a-t-il fait savoir.

Après avoir remercié des nombreux militants, l'honorable Gladys Tossou Lokossou a tenu à faire le point des activités menées au cours du premier trimestre. **« Depuis notre installation le 12 février 2023, j'ai été élue Vice-présidente de la commission du plan, de l'équipement et de la production et j'ai déjà effectué deux missions à l'extérieur du pays sur instruction du président de l'Assemblée nationale.**

J'ai également participé à plusieurs travaux

en commission où il été question de la relecture de deux textes de loi. La première sur la gestion des produits chimiques au Bénin et la 2e sur la gestion du Ga-zoduc pour la fourniture de l'énergie. Avec la commission des finances, j'ai participé au débat d'orientations budgétaires où il a été évoqué un certain nombre de réalisations et de projets qui seront planifiés pour 2024 », a déclaré la parlementaire.

Il faut souligner que l'honorable Gladys Tossou Lokossou a également profité pour annoncer d'autres autres actions à venir dans les tous pro-

chains mois à ses militants. Il s'agit de l'ouverture prochaine de son cabinet dans l'arrondissement de Sè pour faciliter les échanges.

Aussi, il sera organisé courant le mois de septembre une tournée toujours au grand bonheur des siennes.

Par ailleurs, la tournée de remerciements, de reddition de compte et de remobilisation va s'étendre dans les autres arrondissements de Houéyogbé et ce jusqu'au à la fin du mois d'août.

Séverin A. / La Rédaction





1A

F1RST AFRIQUE

*L'intégrité est
essentielle pour la
réussite à long terme de
toute entreprise. Chez
nous, c'est une valeur
non-égociable !!!*



<https://firstafrique.tv.bj/>



+229 58 24 24 03

F1RST AFRIQUE